

La crise agraire

jeudi 17 août 2017, par [Jadarshini](#)

Appel de ralliement pour une transformation révolutionnaire de la société en Inde - Partho Sarathi Ray

L'agriculture en Inde traverse une grave crise. Cette crise est en cours depuis plus de quarante ans, mais s'est aggravée durant les deux dernières décennies de réformes néo-libérales dans l'économie indienne. Le point crucial de la crise est que même si 65% du peuple indien vit encore principalement de l'agriculture, ce n'est plus un moyen de subsistance viable pour la majorité d'entre eux. Malgré que cette crise affecte toutes les classes d'agriculteurs indiens, ce sont les petits et moyens paysans ainsi que les ouvriers agricoles sans terre qui sont les plus sérieusement touchés, entraînant une perte de source de revenus et la misère noire pour beaucoup. Les manifestations de cette crise sont nombreuses, et bien que la nature de la crise soit générale à travers l'Inde, les particularités de ces manifestations diffèrent suivant les régions, en raison de la nature de la pratique agricole, des rapports de production locaux et des types d'intrants requis. Certaines de ses manifestations attirent parfois l'attention publique, comme l'épidémie de suicides d'agriculteurs (plus de 500.000 au cours de la dernière décennie) qui a rongé le pays durant les deux dernières décennies. Beaucoup ne sont pas si évidentes mais sont devenues des caractéristiques déterminantes de la situation rurale dans de nombreuses régions indiennes. Par exemple, l'émigration est devenue la caractéristique déterminante des villages dans de vastes régions d'agriculture indienne : Bihar, Uttar Pradesh, Bengale occidentale, Odisha and Jharkhand. Des millions de villageois, principalement des ouvriers agricoles sans terre et des petits paysans, abandonnent l'agriculture et migrent vers les villes pour travailler comme ouvriers du bâtiment, ou comme main d'oeuvre bon marché dans le secteur des services. Il n'est pas étonnant que le seul secteur de l'économie indienne qui ait montré une augmentation d'emplois cette dernière décennie soit le secteur de la construction. Mais ceci est à la base d'une perturbation massive dans les vies et les moyens de subsistance en milieu rural, une importante section de la population auparavant en contact avec l'agriculture l'abandonnant et rejoignant l'armée de réserve des travailleurs dans les villes. On constate diverses autres manifestations de la crise, y compris d'importantes et fréquentes fluctuations du prix des produits agricoles, des diminutions de productivité dans diverses régions et une conversion sur une grande échelle de la terre agricole vers un usage non-agricole, principalement vers le développement immobilier. Dans de nombreuses zones, le détournement de la terre agricole a suivi une consolidation accrue de la possession agraire dans les mains de gros propriétaires fonciers, étant donné que les petits paysans incapables de garder l'agriculture comme source de rémunération ont été contraints de vendre leurs terrains à de gros propriétaires. Ces derniers ont de plus en plus détourné les terres agricoles vers un usage non-agricole, celui-ci générant des revenus plus importants. Ainsi, dans beaucoup de régions, quelles que soient les réformes agraires limitées qui ont eu lieu, elles sont aujourd'hui de plus en plus renversées.

Un certain nombre de facteurs ont contribué à cette crise au cours des quarante dernières années. Certains de ces facteurs sont intrinsèques aux relations de production de l'économie rurale, tandis que certains autres sont le résultat des politiques étatiques et que d'autres sont apportés par la mondialisation croissante et le jeu du capital international dans le scénario agraire indien. La Révolution Verte qui a eu lieu dans les années 60 et 70 a augmenté la productivité agricole, mais à grand coût, ce qui a contribué à la crise d'aujourd'hui. D'un côté, la Révolution Verte a fait de l'agriculture un secteur à forte intensité capitaliste et l'a rendue extrêmement dépendante des intrants, par l'introduction de variétés de semences à haut rendement, une mécanisation à grande échelle, une forte utilisation d'engrais et une irrigation intensive. Ceci a placé les petits fermiers marginaux en position de faiblesse par rapport aux grands fermiers et aux gros propriétaires fonciers qui pouvaient investir dans cette agriculture à forte intensité de capital et obtenir des rendements élevés. Toutefois, les petits fermiers marginaux qui n'avaient pas la capacité d'investir autant dans les intrants ont trouvé de plus en plus difficile de survivre

et se sont retrouvés contraints de vendre leurs terres aux gros fermiers qui étendaient leurs propres terrains. Ceci fut le scénario dans les zones centrales de la Révolution Verte, Punjab, Haryana and Uttar Pradesh occidental, où les petits fermiers marginaux furent paupérisés et obligés quitter l'agriculture. D'autre part, l'agriculture à forte intensité d'intrants à long terme a aujourd'hui contribué à une perte de productivité dans la mesure où la qualité du sol s'est sérieusement dégradée en raison de la sur-exploitation. Par ailleurs, les ressources en eau s'épuisent. Aujourd'hui, l'agriculture dans la ceinture de la Révolution Verte est également en crise. Etant donné que les rendements de l'agriculture ont diminué, les agriculteurs, même issus de grandes familles paysannes jusqu'ici prospères, sont confrontés à une perte de leurs sources de revenus et de leurs emplois. Cela a contribué au militantisme au Punjab dans les années 80 et aux problèmes socio-économiques tels que la toxicomanie endémique aujourd'hui.

Si la Révolution Verte a introduit une agriculture à forte intensité de capital en Inde et a contribué à la paupérisation d'une large section de petits agriculteurs marginaux, elle a également fait autre chose. Elle a, pour la première fois, ouvert la voie à l'entrée des multinationales dans l'agriculture indienne. Le marché des intrants agricoles en Inde étant un des plus grands du monde, il constituait une option très lucrative pour les sociétés multinationales de l'agro-industrie et les fabricants de produits chimiques. La poussée intellectuelle internationale derrière la Révolution Verte provenait d'organes représentatifs de capitalistes occidentaux tels que la Ford Foundation et la Rockefeller Foundation, bien que les recherches réelles furent mises en oeuvre dans la plupart des endroits par des institutions gouvernementales. Donc, lorsque les variétés de semences à haut rendement furent adoptées, cela a nécessité d'énormes intrants sous la forme d'engrais et de pesticides qui étaient produits par des multinationales chimiques et pétrochimiques qui ont fini par jouer un rôle de plus en plus important dans l'agriculture indienne, augmentant davantage au cours de la période néo-libérale. Un grand nombre d'agriculteurs se sont également tournés vers la culture commerciale, s'éloignant de la culture alimentaire traditionnelle afin d'obtenir de meilleurs rendements face aux prix élevés des intrants dans l'agriculture. Ceci a fondamentalement changé la nature de l'agriculture indienne. D'une agriculture de subsistance de travail intensif et relativement autarcique, elle s'est transformée en une agriculture intensive en intrants et capitaux et est devenue une proie facile pour les ravages du capital mondialisé au 21ème siècle.

Alors que la Révolution Verte introduisait le capitalisme dans l'économie agricole de certaines régions indiennes, dans de vastes zones, l'agriculture demeurait liée dans des rapports de production semi-féodaux. L'oppression de grands propriétaires fonciers, appartenant surtout aux castes supérieures, soutenus par un état servant leurs intérêts de classe, a conduit à des révoltes paysannes dans différentes régions du Sud et de l'Est de l'Inde, annoncées par l'insurrection de Naxalbari au Bengale occidental en 1967. Bien que les soulèvements furent écrasés par un état hautement répressif et militariste, l'agitation paysanne a continué à couvrir pendant les années 70 et 80, créant une pression sur l'état pour qu'il entreprenne des réformes agraires. Des réformes agraires partielles furent menées dans de nombreux états, et bien qu'elles aient apporté aux métayers et aux agriculteurs marginaux des droits sur la terre, cela n'était pas suffisant ou effectué avec assez de volonté politique, pour satisfaire la faim foncière de la petite paysannerie et des ouvriers sans terre. Par conséquent, en général, la vaste majorité de la population agricole en Inde est toujours composée de très petits et de petits agriculteurs (terrains de moins d'un acre) et d'ouvriers agricoles sans terre. Toutefois, la pression accrue sur la terre, et la disponibilité accrue d'intrants tels que les semences à haut rendement, les engrais et les pesticides, ont poussé les petits agriculteurs à adopter les pratiques agricoles introduites par la Révolution Verte, pour augmenter la productivité agricole et pour tirer le rendement maximum possible de leur petits terrains. Cette situation est celle dans laquelle est survenue la crise qui a commencé à toucher l'agriculture en Inde dans les années 90 et qui s'est détériorée sans interruption au fil des années depuis lors.

Au début des années 90, avec la fin de l'Union Soviétique et le retour du capitalisme en Inde, l'impérialisme américain avait carte blanche pour imposer son hégémonie sur l'économie du monde. Ceci s'est fait par une procédure d'imposition de réformes néo-libérales dans les économies des pays du tiers-monde. Celles-ci ont été adoptées avec enthousiasme par l'élite indienne grâce aux politiques de libéralisation-privatisation-mondialisation qui furent instituées à partir de 1991. Ces politiques ont sonné le glas de la paysannerie indienne. Les réformes néo-libérales ont vu un retrait ferme de l'investissement public dans l'agriculture d'une part, et l'exposition de l'agriculture indienne au marché mondial d'autre part. A ce moment, l'agriculture était devenue hautement intensive au niveau des ressources, étant donné qu'un niveau élevé d'intrants sous forme de variétés de semences à rendement élevé, d'engrais, de

pesticides, d'eau pour l'irrigation, d'électricité pour faire fonctionner les pompes, etc., était impératif pour obtenir des rendements sur des terrains de plus en plus petits dans une situation de productivité déclinante du sol. D'autre part, dans de nombreuses régions, les agriculteurs avaient été encouragés à passer à une production agricole commerciale en raison des prix élevés obtenus pour ces produits sur un marché étroitement lié au marché mondial par l'intermédiaire des grosses multinationales agro-alimentaires. Ceci a encouragé les agriculteurs à investir encore plus de ressources dans la production agricole commerciale. Toutes ces ressources exigeaient un haut niveau d'investissement en capitaux de la part des agriculteurs, pour lesquels ils dépendaient de prêts. Le mandat des banques nationalisées avait été de fournir des crédits ruraux à faible taux d'intérêt, mais il fut réformé ou supprimé par les réformes néo-libérales qui considéraient que les crédits ruraux étaient des dépenses peu rentables. Aujourd'hui, les banques ne fournissent un crédit aux agriculteurs que sur base d'importants nantissements tels que des terrains ou d'autres biens, ce que la plupart des fermiers sont incapables de fournir. Par conséquent, les paysans ont été pris au piège : d'une part, l'agriculture était devenue très demandeuse en ressources, d'autre part, les paysans avaient de moins en moins accès à une des ressources les plus importantes, le crédit. En même temps, le contrôle sur les ressources telles que les semences, les engrais, les pesticides, l'électricité, etc. se sont de plus en plus retrouvées dans les mains des grandes sociétés multinationales et de leurs agents compradores, qui étaient soit issus des forces semi-féodales ou étaient de riches moyens fermiers qui avaient profité de la productivité agricole élevée des dernières décennies. Ces gens, qui avaient investi les rentrées de l'agriculture dans des secteurs non-agricoles, étaient maintenant devenus des détaillants locaux pour les multinationales, vendant des semences, des engrais, des pesticides, etc. et possédant aussi des ressources telles que des pompes d'irrigation, des tracteurs, des rizières, des chambres froides, des moyens de transport etc. nécessaires tant pour la production que pour la commercialisation des produits agricoles. Simultanément à ceci, ils ont également engendré une nouvelle classe d'usuriers qui a surgi pour combler le vide créé par le retrait des banques nationalisées pour les crédits et a accordé des prêts aux agriculteurs à des taux d'intérêts très élevés.

Donc les contours de la crise sont maintenant clairs. D'un côté, l'agriculture indienne est dominée par des petits agriculteurs marginaux ayant de petits terrains à la productivité décroissante. De l'autre, l'agriculture est devenue très exigeante en ressources mais le contrôle de ces ressources n'est pas dans les mains de ces fermiers. Au contraire, le contrôle de ces ressources : intrants, entreposage, commercialisation et crédit, sont dans les mains de grandes sociétés et de leurs agents locaux appartenant à la bourgeoisie rurale. Les agriculteurs dépendent du marché tant pour les intrants que pour la vente de leurs produits, et sont donc totalement exposés aux variations de ce marché. Comme l'état a fini par ouvertement servir les intérêts du capital mondialisé, des politiques étatiques ont été élaborées pour consolider le contrôle des grandes sociétés et de leurs agents locaux sur ces ressources. Par conséquent, cette situation est le produit de politiques gouvernementales basées sur le néo-libéralisme, la production locale, les relations de pouvoir et le contrôle croissant des multinationales sur tous les aspects de l'agriculture depuis les intrants jusqu'à la vente au détail des produits agricoles. Cette situation a résulté en cette grave crise de la paysannerie indienne. Comme mentionné précédemment, cette crise est générale, même si ses particularités diffèrent suivant les régions. Dans certaines zones, c'est un endettement rural généralisé entraînant des suicides endémiques d'agriculteurs, alors que dans d'autres, c'est la migration des petits paysans et des ouvriers sans terre vers les villes à la recherche d'un emploi dans des fours à briques, des sites de construction, des petits travaux, etc.

Un autre aspect de cette crise fut le point de vue de l'état à l'égard du scénario macro-économique. L'investissement public ayant été retiré de l'agriculture, l'état a de plus en plus détourné les ressources agricoles vers un usage non-agricole. Cela fut la politique prépondérante cette dernière décennie, au cours de laquelle nous avons vu de nombreuses tentatives pour transférer les terres agricoles et les autres ressources comme l'eau, à des sociétés privées pour la création d'industries, l'extraction de minerais ou pour le développement immobilier. Le Colonial Land Acquisition Act a été utilisé de manière effrénée par l'état et les gouvernements centraux pour acquérir des terres agricoles, des Special Economic Zones ont été constituées sur les terres agricoles et les ressources telles que l'eau et l'électricité, essentielle pour l'agriculture, ont été détournées vers le développement industriel et immobilier. Un cercle vicieux s'est donc développé : l'apathie du gouvernement et le retrait des investissements ont réduit l'importance de l'agriculture dans l'économie, bien que la plus grande section de la population est toujours dépendante de l'agriculture ; la réduction de l'importance de l'agriculture ont conduit le gouvernement à transférer les

ressources agricoles vers un usage non-agricole, entraînant une dégradation supplémentaire dans l'économie agricole. En général, l'effet sur les vies et les moyens de subsistance des paysans, en particulier les sections les plus vulnérables de petits paysans marginaux et d'ouvriers agricoles, fut désastreux.

Quelle a été la réponse de la population, des paysans en particulier, à cette crise ? En général, la réponse fut une capitulation désespérée face à la situation, comme attesté dans la vague de suicides de ces quinze dernières années, et des foules d'agriculteurs déracinés abandonnant leurs terres et leurs gagne-pains et affluant en masse vers les villes pour chercher du travail. Mais d'autre part, il y a également eu une résistance éclatante comme démontré par le grand nombre de luttes contre l'appropriation des terres, principale caractéristique des mouvements populaires au cours de la dernière décennie. Les luttes contre l'appropriation des terres ont toutefois leurs limites ; elles sont essentiellement des mouvements "statu-quoistes" localisés qui tente de préserver la condition en cours dans les villages et ne vise pas à une transformation du pouvoir et des rapports de production. De plus, la plupart des luttes contre l'appropriation des terres ont été menées par de larges alliances instables de gros paysans, de paysans moyens et de paysans sans terre ayant des intérêts de classe conflictuels, et par des castes supérieures et des Dalits/Adivasis ayant des positions contradictoires de caste, ce qui a également eu tendance à maintenir le statu quo dans les campagnes. En outre, les luttes contre l'appropriation des terres ne peuvent être menées que là où une appropriation a lieu, elles ne peuvent pas être menées là où la crise agricole est présente, mais où il n'y a pas d'appropriation de terres. Par conséquent, les luttes contre l'appropriation des terre ne peuvent être traduites en des luttes révolutionnaires au niveau national visant à une transformation politique et sociétale. Ce qui est clair, c'est que la crise agricole est une crise systémique du système politico-économique indien, un système basé sur un capitalisme néo-libéral mondialisé oeuvrant conjointement avec la grande bourgeoisie nationale pour opprimer et exploiter les masses ouvrières et les Dalits/Adivasis d'Inde. L'unique solution à la crise agraire doit donc être une lutte pour déraciner ce système politico-économique et viser à une transformation révolutionnaire de la société indienne.

Cette crise agraire offre une opportunité unique à une organisation révolutionnaire croyant en la révolution agraire, d'organiser les paysans en vue d'une transformation révolutionnaire de la société en Inde. Il est clair qu'avec 65% de la population étant toujours engagée dans l'agriculture, et une grande partie de celle-ci étant composée de petits paysans marginaux et d'ouvriers sans terre appartenant aux communautés dalits et adivasis (qui sont les plus sérieusement touchées par cette crise), c'est cette section de la population qui doit être la force motrice de tout effort révolutionnaire en Inde. Le principal défi de cette initiative est toutefois de développer un cri de ralliement, un slogan, autour duquel la masse de paysans peut être mobilisée pour la lutte. Traditionnellement, « la terre au laboureur » fut l'appel de ralliement pour la révolution agraire, mais ce n'est pas suffisant dans le contexte actuel. Ceci est dû au changement fondamental dans la nature de la pratique agricole. Auparavant, la ressource principale de l'agriculture était la terre, et quiconque ayant des terres pouvait subsister avec l'agriculture et un minimum d'autres choses nécessaires. Mais dans la situation actuelle, n'avoir que des terres n'est pas suffisant au paysan pour avoir une source de revenus durable de l'agriculture, en raison des raisons décrites ci-dessus. Par conséquent, même là où une redistribution des terres a eu lieu, soit par l'état par l'intermédiaire de réformes agraires ou par des organisations révolutionnaires grâce à des action militante, les petits paysans marginaux n'ont pas été en mesure de pratiquer l'agriculture et, dans de nombreux cas, de simplement garder le contrôle sur les possessions de terre. Dans la situation actuelle, c'est donc le contrôle des ressources agricoles qui détermine la capacité des agriculteurs à pratiquer l'agriculture et à en tirer une source de revenu viable. Or, c'est précisément le manque de contrôle des petits paysans sur les ressources nécessaires à l'agriculture ... semences, engrais, eau, pesticides, chambres froides, transports, crédit, marchés ... qui a causé la crise agraire. Par conséquent, le cri de ralliement pour la révolution agraire doit être « le contrôle de la population sur les ressources », ressources qui incluront la terre ainsi que toutes les autres ressources nécessaires à l'agriculture. Ceci sera une manoeuvre fondamentale vers l'avant à partir du slogan historique « la terre au laboureur » étant donné qu'elle contestera directement l'hégémonie et le contrôle de l'état et du capital sur les ressources. Un état démocratique bourgeois peut répondre à l'appel de « la terre au laboureur » en mettant des réformes agraires en place, mais une revendication de « contrôle de la population sur les ressources » révélera directement le rôle de l'état en tant qu'agent et facilitateur de la classe capitaliste

et des castes supérieures. Comme le contrôle du peuple sur les ressources ne peut pas s'exercer sans défier et déranger la base même de l'état et des rapports actuels entre classe et caste, ce sera un véritable slogan révolutionnaire visant à une transformation sociétale et politique.

« Le contrôle de la population sur les ressources » est donc un slogan adapté pour un parti révolutionnaire avec un programme de révolution agraire pour tenter de sortir des limites des forêts afin d'organiser les masses de paysans dans les plaines. Car les luttes menées dans les forêts, basées sur les droits des Adivasis sur les ressources "jal, jangal, jmain", peuvent être intimement liées aux luttes des paysans dans les plaines pour le contrôle sur les ressources de l'agriculture. Il est toutefois clair qu'en raison de la répression acharnée de l'état et de l'encerclement des forces révolutionnaires dans les zones forestières, il est assez difficile si pas impossible pour les forces révolutionnaires de s'étendre dans les plaines et d'y développer les luttes pour la paysannerie dans la situation actuelle. Il est donc impératif dans la situation d'aujourd'hui que les luttes des paysans dans les plaines soient développées de façon autonome et ensuite raccordées aux luttes révolutionnaires dans les zones de base. Ces luttes seront également d'une nature particulière suivant les lieux, selon les besoins objectifs des différentes zones. Par exemple, à certains endroits, cela peut être une lutte pour le crédit bancaire, à un autre endroit, cela peut être une lutte pour le contrôle des chambres froides, tandis qu'ailleurs, cela peut être une lutte pour la protection environnementale de l'eau. Mais toutes ces luttes seront connectées par leur défi commun au contrôle de l'état et des forces semi-féodales capitalistes et alliées sur les ressources. Elles auront donc un potentiel de changement révolutionnaire. Le slogan "contrôle sur les ressources" peut également être élargi et généralisé pour enfin inclure la revendication révolutionnaire historique du contrôle de la classe ouvrière industrielle sur les moyens de production. Cela sera également un appel de ralliement attrayant pour les intellectuels et les étudiants progressistes car il leur donnera l'opportunité de s'associer aux luttes des masses paysannes, tant en théorie qu'en pratique, pour répondre à une crise qui est évidente tout autour de nous. Par conséquent, à partir d'un appel et d'une lutte à propos d'un problème concret, la crise agraire sous ses multiples manifestations, ce cri de ralliement du "contrôle de la population sur les ressources" peut finalement conduire à une mobilisation généralisée de la classe ouvrière rurale et urbaine, des Dalits, des Adivasis et de l'intelligentsia progressiste vers une transformation révolutionnaire de la société en Inde.